



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
Solicitation No. - N° de l'invitation M7594-205915/D	Amendment No. - N° modif. 012
Client Reference No. - N° de référence du client M7594-205915	Date 2021-06-17
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-155-39352	
File No. - N° de dossier 164xl.M7594-205915	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-07-13 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kumar, Rajesh	Buyer Id - Id de l'acheteur 164xl
Telephone No. - N° de téléphone (613) 914-7906 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 012 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. **Mettre à jour l'Annexe J – Évaluation Technique, Section 4.1 - Critères organisationnels et critères de gestion cotés, item CCE-2 partie 1**
2. **Mettre à jour l'Annexe J - Évaluation Technique, Section 5.3 - Critères cotés se rapportant aux capacités fonctionnelles, item CFC-4-48**
3. **Afficher les questions et réponses**

L'invitation à soumissionner est modifiée comme suit :

1. Annexe J – Évaluation Technique, Section 4.1 Critères organisationnels et critères de gestion cotés, item CCE-2 partie 1 est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant;

1. Le soumissionnaire devrait avoir réalisé au moins un projet de référence comprenant l'installation et le déploiement complets d'une solution logicielle semblable à celle de la SNC, dans le cadre duquel il a fourni les services professionnels suivants: (maximum 10 points)
 - a) conception;
 - b) mise en œuvre et configuration;
 - c) intégration et interface;
 - d) formation des utilisateurs finaux, des administrateurs de système et du personnel de soutien technique;
 - e) soutien de la solution.

2. Annexe J - Évaluation Technique, Section 5.3 - Critères cotés se rapportant aux capacités fonctionnelles, item CFC-4-48 est par la présente SUPPRIMÉ dans son intégralité et REMPLACÉ par le texte suivant:

Exportation à Statistique Canada et à des partenaires

Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution qu'il propose permettra d'exporter automatiquement des données sous forme de rapports standards modifiables à l'intention du Centre canadien de la statistique juridique Canada de Statistique Canada et d'autres partenaires externes.

3. Afficher les questions et réponses :

Question #	Question	Réponse
119	<p>Objet : La réponse à la question 45 reçue dans la modification 004 indiquait ce qui suit :</p> <p>« La section 7.3c) Améliorations et évolution de la solution exige que l'entrepreneur fournisse un accès gratuit aux nouveaux produits ou services. »</p> <p>Réponse du Canada : Les exigences du Canada sont celles qui sont mentionnées. Les conditions demeurent inchangées.</p> <p>Conformément à la question précédente soumise concernant cette section, il est impératif que le fournisseur comprenne le contexte de l'attente du Canada visant à « fournir un accès gratuit aux nouveaux produits et services ». Nous croyons comprendre que cela concerne l'évolution de la solution au fil du temps, dans le cas où le Canada exerce son droit de prolonger la solution/le service pour les années supplémentaires, et que la maintenance et le soutien appropriés du logiciel sont appliqués. Au-delà, cet énoncé indiquerait, dans sa forme actuelle, que le fournisseur donne accès à tout nouveau produit ou service. Il est recommandé de modifier cet énoncé afin de prendre en compte l'évolution de la solution en question, et non une offre quelconque, car l'acceptation de l'énoncé tel quel présenterait beaucoup trop de risques pour tout fournisseur.</p> <p>En outre, pour être tout à fait clair, les soumissionnaires ne peuvent pas s'engager à fournir</p>	<p>Le Canada s'attend à bénéficier de la même fonctionnalité pendant toute la durée du contrat. Si le soumissionnaire apporte des changements à la solution qui réduisent la fonctionnalité, le soumissionnaire devra remplacer la fonctionnalité à l'aide d'une application différente, sans frais pour le Canada.</p>

Question #	Question	Réponse
	des services professionnels associés nécessaires pour configurer, mettre en œuvre ou fournir des services de gestion du changement liés à toute mise à niveau importante du logiciel, ou associés à la sortie d'une nouvelle version sans frais. Les soumissionnaires ont besoin d'une confirmation claire que ce n'est pas l'intention du Canada et demandent instamment au Canada de le préciser en publiant une modification à la demande de propositions.	
120	<p>Clauses du Guide des CCUA</p> <p>Tout au long de cette période de questions et réponses, plusieurs soumissionnaires ont soumis des questions relatives aux clauses du Guide des CCUA. On a demandé au Canada de modifier la demande de propositions afin de refléter la version appropriée des clauses, telles que celles qui suivent, ou d'exclure la clause en question conformément aux instructions du Guide des CCUA :</p> <ul style="list-style-type: none">• Renseignements personnels. Section 7.1h);• Section 7.7(iii) Indemnisation et section 7.29 Limitation de responsabilité;• Section 7.28 Attestation de prix;• Section 7.9e) jusqu'à la section 7.14, et conditions générales 2030 et 2035;• Garantie. Section 7.1a)(viii);• Conditions générales supplémentaires du logiciel. Section 7.1h);• Durée du contrat. Section 7.2;• Améliorations et évolution de la solution. Section 7.3.	<p>Nous remercions les fournisseurs pour leur rétroaction. Le Canada a tenu compte des commentaires reçus et a supprimé la clause 7.28 – Attestation de prix, conformément à la modification no 8.</p> <p>Pour toutes les autres clauses, il est confirmé que les dispositions incluses dans cet appel d'offres demeurent inchangées, puisqu'elles sont des clauses et conditions uniformisées acceptables pour le Canada en ce qui concerne le respect des exigences.</p> <p>Voir les renseignements additionnels suivant concernant la définition de soumissionnaire :</p> <p>La définition du Canada pour le terme « soumissionnaire » prévue à la section 4 du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) de 2003 est alignée sur les expériences de projets énoncées à la section 3 de l'article 3.4, à la Partie 3.</p> <p>Le Canada est d'avis que l'entité ou les entités qui présentent la soumission doivent être celles qui seront responsables d'exécuter les travaux dans le cadre du contrat subséquent. La définition n'a pas pour objet de limiter l'expérience d'un soumissionnaire ; plutôt, elle vise à s'assurer que l'entité ou les entités qui offrent</p>

Question #	Question	Réponse
	<p>Entre autres.</p> <p>Dans chaque cas, le Canada a répondu qu'aucune modification ne serait apportée à la demande de propositions. Aucune justification n'a été fournie aux soumissionnaires.</p> <p>De plus, notre entreprise particulière a soumis trois questions concernant la définition de soumissionnaire et la position du Canada selon laquelle les références mondiales nécessairement effectuées par notre société mère ou nos sociétés affiliées ne peuvent être utilisées pour répondre aux exigences de référence. Comme il est indiqué dans les questions précédentes, il existe de nombreux précédents dans les marchés publics fédéraux où cela a été autorisé. En fait, le Canada et la GRC viennent de publier une invitation à se qualifier pour les caméras d'intervention et un système de gestion des preuves numériques, laquelle contient des dispositions spécifiques indiquant que de telles références peuvent être utilisées, ce qui renforce notre position selon laquelle de nombreux précédents peuvent être cités.</p> <p>Le soumissionnaire demande respectueusement au Canada de revoir sa position sur chacune de ces clauses et d'apporter des modifications à la demande de propositions en conséquence.</p>	<p>d'exécuter les travaux présentent leur propre expérience dans leur soumission afin de donner au Canada la garantie que le soumissionnaire sera en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le cadre du contrat subséquent.</p> <p>La société mère, la filiale ou les sociétés affiliées du soumissionnaire ne sont pas parties au contrat subséquent. Par conséquent, en choisissant un soumissionnaire en fonction de l'expérience de la société mère, de la filiale ou de la société affiliée, le Canada se fierait à l'expérience d'un tiers qui ne sera pas légalement responsable de l'exécution des travaux, de leur qualité ou de leur résultat. Toute entreprise qui souhaite inclure sa société mère dans sa soumission peut le faire en créant une coentreprise avec sa société mère (ou toute autre entité qui possède l'expérience requise), auquel cas l'expérience de tous les membres de la coentreprise peut être utilisée pour répondre à la DP de la manière décrite à l'article 3.3 de la Partie 3.</p> <p>Par ailleurs, si une entreprise n'a pas l'expérience requise par le Canada, mais que sa société mère ou toute autre société affiliée l'a, la société mère ou la société affiliée qui a l'expérience requise peut présenter la soumission et utiliser d'autres ressources du groupe d'entreprises, par exemple, comme sous-traitants pour exécuter les travaux dans le cadre de tout contrat subséquent.</p> <p>Malheureusement, le Canada ne modifiera pas la demande de soumissions pour permettre à un soumissionnaire de présenter dans sa soumission les références de projet d'une société affiliée comme s'il s'agissait de sa propre expérience. Le Canada estime que le fait de pouvoir mettre à contribution l'expérience d'une autre entité ne suffit pas à garantir l'exécution</p>

Question #	Question	Réponse
		<p>satisfaisante des travaux lorsque l'entité qui possède réellement l'expérience requise n'a aucune responsabilité légale d'exécuter les travaux demandés dans le cadre du contrat ou d'en garantir la qualité.</p> <p>Pour le projet de SNC, l'entité ou les entités qui seront responsables de l'exécution des travaux dans le cadre du contrat subséquent doivent présenter elles-mêmes la soumission. Par conséquent, toute entité qui possède l'expérience requise dans la présente demande de soumissions est invitée à déposer une soumission. Toute entité qui n'a pas l'expérience requise, mais qui souhaite participer à l'exécution des travaux peut :</p> <ul style="list-style-type: none">a) s'associer à une autre entité (qu'il s'agisse d'une société affiliée ou d'un tiers indépendant) qui possède l'expérience requise, afin de pouvoir déposer une soumission conjointe;b) présenter l'occasion à une société affiliée de son groupe d'entreprises qui possède l'expérience requise et, potentiellement, participer en tant que sous-traitant de cette entité lors de l'exécution d'une partie des travaux.
121	<p>Exigence cotée CCE-2</p> <p>Le soumissionnaire devrait avoir réalisé au moins un projet de référence comprenant l'installation et le déploiement complets d'une solution logicielle.</p> <p>La solution requise pour répondre aux exigences de la GRC sera nécessairement personnalisée à certains égards et comportera une combinaison de logiciels et de services propres aux exigences de la GRC, ce qui diffère des autres missions de cybersécurité. Veuillez confirmer qu'une solution</p>	<p>Le Canada accepte de mettre à jour l'exigence CCE-2. Voir la modification.</p>

Question #	Question	Réponse
	logicielle « semblable » est acceptable et modifier l'exigence CCE-2 pour indiquer : « ... avoir réalisé au moins un projet de référence comprenant l'installation et le déploiement complets d'une solution logicielle semblable. »	
122	En ce qui concerne la partie 3, article 3.4, section I : Soumission technique, section b)3 Quels sont les risques que le Canada tente d'atténuer en excluant les références de projet de sociétés mères et d'entreprise affiliées juridiques?	<p>Le processus d'approvisionnement concurrentiel est ouvert, équitable, transparent et accessible à tous les fournisseurs. Ce processus concurrentiel encourage les entreprises à former des partenariats, le cas échéant, pour répondre à toutes les exigences du Canada.</p> <p>La définition d'un soumissionnaire telle qu'énoncée à la section 4 des Instructions uniformisées 2003 des Clauses et conditions uniformisées d'achat est alignée sur les expériences de projet exprimées à la section (b) (iii) de l'article 3.4 de la Partie 3. Le Canada exige que l'expérience démontrée par le soumissionnaire dans le cadre d'un projet antérieur similaire soit conforme à l'article cité en référence afin de donner au Canada l'assurance concrète que le soumissionnaire, s'il obtient le contrat, sera en mesure de répondre aux exigences du Canada.</p> <p>Pour plus de détails, veuillez consulter la réponse du Canada à la Q120.</p>
123	Appendice G, Tableau G-1 Pour ce qui concerne les services infonuagiques énoncés dans le Tableau G-1, veuillez confirmer que la GRC se procurera et gèrera les services de soutien du fournisseur de services d'infonuagique associés à ces services par d'autres moyens (c.-à-d. pas dans le cadre de la présente DP).	<p>En ce qui concerne le contenu du tableau G1, la GRC se procurera et gèrera les services de soutien requis par le fournisseur de services infonuagiques pour le logiciel qui est sélectionné dans le catalogue de SPC sur les services d'infonuagique publics Protégé B approuvés. L'entrepreneur sera chargé d'obtenir et de gérer les services de soutien au fournisseur de services infonuagiques pour tous les autres produits logiciels IaaS ou PaaS privée déployés dans l'espace de la GRC.</p>

Question #	Question	Réponse
124	Pour le point 5.2 Critères cotés se rapportant aux capacités du portail des partenaires policiers (P3) : CFC 3-6 Selon le critère CFC 1-1, les dossiers de plaintes du public sont automatiquement traités par la solution proposée. Pouvez-vous fournir des exemples du modèle de saisie de données relatives à une plainte du public?	L'échantillon JSON est fourni à titre de référence seulement. Il ne contient pas tous les éléments de données possibles qui peuvent être saisis au moyen du site Web de signalement public. Il convient de noter que les éléments de données sont susceptibles d'être modifiés au fur et à mesure que le site Web de signalement public évolue.
125	À la lumière de la réponse 105 du Canada pour la modification 009, nous comprenons que toute capacité laaS, PaaS ou SaaS qui est utilisée dans l'espace infonuagique protégé B de la GRC et qui est requise pour la solution devrait être inscrite au Tableau G-1 pour permettre à la GRC d'établir les coûts de ces services et de les offrir. Veuillez confirmer.	Cette interprétation est erronée. Les services laaS et PaaS privée qui fonctionnent à l'intérieur de l'espace Protégé B géré par la GRC seront énumérés dans le tableau G1. Les services SaaS et PaaS publique qui sont utilisés par la SNC seront énumérés dans le tableau G2.
126	Point 3.13 – Veuillez confirmer que la GRC n'exige pas de plan de transition de sortie pour les services infonuagiques qui seront déployés dans l'espace infonuagique protégé B de la GRC.	Le Canada confirme qu'il n'est pas nécessaire d'établir un plan de transition de sortie pour les services infonuagiques déployés dans l'espace Protégé B de la GRC. Selon la demande de propositions, un plan de transition de sortie ne s'applique qu'au SaaS et à la PaaS publique. Si les services déployés dans l'espace de la GRC nécessitent une transition, le processus de gestion du changement sera utilisé pour gérer toute autorisation de tâche nécessaire.
127	Section 4.4 – Site Web de signalement destiné au public Cette section fournit des renseignements de base sur le site Web de signalement destiné au public. Il n'est toutefois pas précisé si ce site Web sera un site « Protégé A » ou « Protégé B ». Le site Web de signalement destiné au public poussera t il les observations en matière de	Le site de signalement public fonctionne dans un environnement Protégé A. On s'attend à ce que le site Web de signalement public transfère les données relatives à la cybercriminalité à la SNC.

Question #	Question	Réponse
	cybercriminalité vers la SNC, qui seront alors reçues par le service de mise en file d'attente, ou le service de mise en file d'attente du SNC devra-t-elle tirer les observations en matière de cybercriminalité du site Web de signalement destiné au public? Étant donné que la SNC sera un environnement « Protégé B », la classification du site Web de signalement destiné au public peut avoir une incidence sur la méthode d'intégration qui doit être activée pour la SNC.	
128	<p>Points a) et b) de la Section 3.10.3 de l'Énoncé des travaux</p> <p>Le nombre d'utilisateurs devant suivre la formation initiale relative à la solution est précisé.</p> <p>Au point c), on stipule que « l'entrepreneur peut être appelé à dispenser une formation sur la solution à de petits groupes d'utilisateurs (utilisateurs avancés, experts en la matière ou ressources techniques) selon les besoins », et au point d), on précise que toutes les exigences relatives à la formation supplémentaire seront remplies au moyen d'autorisation de tâches individuelles. Il s'agit là de travaux de la phase 2. Comme la méthode de prestation est agile, il peut être nécessaire de mettre à jour le matériel de formation à chaque version, avec la possibilité d'une formation de remise à niveau pour les utilisateurs suivant les besoins, ce que la structure de la Section 3.10.3 permet.</p> <p>Étant donné que le coût de la prestation de la formation de la phase 2 (initiale et au besoin) doit être inclus dans le prix ferme du TP3, combien de séances de formation d'appoint le Canada souhaite-t-il inclure dans l'autorisation de tâches au cours de la phase 2? La structure actuelle ne permet pas de</p>	<p>Puisque le Canada a déclaré adopter la méthodologie Agile pour la mise en œuvre de la solution, il n'est pas possible à l'heure actuelle d'estimer le nombre de « séances de perfectionnement » qui pourraient être nécessaires.</p> <p>La tarification des services de formation optionnelle doit être fournie dans le tableau de prix 8 – Services de formation optionnelle.</p>

Question #	Question	Réponse
129	<p>préciser un taux dans le TP3 pour les services de formation pendant la période de la phase 2.</p> <p>Point e) iv) de la Section 3.10.1</p> <p>On peut lire : « Le plan de formation de l'entrepreneur doit décrire de quelle façon il prévoit fournir des ressources de formation initiales et mises à jour bilingues (en français et en anglais), notamment : du matériel de formation mis à jour au fil du temps pour couvrir les nouvelles fonctionnalités ajoutées. »</p> <p>Nous supposons que cela fait référence à la période initiale du contrat de trois (3) ans. Le gouvernement du Canada peut-il confirmer que pour les mises à jour des ressources de formation au-delà de la période contractuelle de trois ans (pendant les années d'option), les mises à jour peuvent être effectuées selon les besoins au moyen d'une autorisation de tâches en suivant les tarifs des services professionnels indiqués dans le TP7?</p>	<p>Le Canada confirme que pour la mise à jour des ressources de formation au-delà de la période initiale du contrat, les mises à jour peuvent être effectuées selon les besoins couverts par une autorisation de tâches.</p> <p>Le prix des services de formation optionnelle au-delà de la période contractuelle de la période initiale du contrat doit être fourni dans le tableau de prix 8 – Services de formation optionnelle.</p>
130	<p>Point a) du CO 8</p> <p>On peut lire : « La solution proposée par le soumissionnaire doit prendre en charge la gestion des billets, des dossiers et des projets, y compris ce qui suit : a. Création d'utilisateurs ».</p> <p>La création d'un utilisateur n'est pas mentionnée ni décrite dans les capacités correspondantes liées à la gestion des billets, des fichiers et des projets (plus précisément 2.1 Créer des billets, 2.4 Gérer les fichiers et 2.5 Gérer les projets). Le Canada peut-il préciser quelle fonctionnalité est censée être démontrée et décrite pour le point a) Création</p>	<p>Voir le tableau C-2 de l'annexe A - appendice C. Les capacités suivantes du modèle des capacités opérationnelles (MCO) font référence à la capacité d'un utilisateur à créer des billets et des projets :</p> <p>2.1.3.3 La solution doit permettre à l'utilisateur de créer un billet en utilisant des modèles pouvant être sélectionnés.</p> <p>2.5.1.1 La solution doit permettre de créer et de gérer un projet en enregistrant l'information pertinente, comme les fichiers connexes, le type de projet, le sommaire, la date, le degré de priorité, les utilisateurs concernés, les groupes concernés, les organismes concernés, le nom du projet, le statut et les activités, entre autres.</p>

Question #	Question	Réponse
	d'utilisateurs du CO 8 en ce qui concerne la gestion des billets, des dossiers et des projets?	
131	« Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution qu'il propose permettra d'exporter automatiquement des données sous forme de rapports standards et flexibles au Centre canadien de la statistique juridique [CCSJ] de Statistique Canada et à d'autres partenaires. » Quel est le format que le CCSJ emploie pour les rapports automatiques standards?	Le soumissionnaire doit décrire comment la solution qu'il propose permettra d'exporter automatiquement des données sous forme de rapports standards modifiables à l'intention du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada et d'autres partenaires externes. Voir la modification.
132	3.1 Instructions pour la préparation des soumissions Cette question a été posée, et vous y avez répondu dans la modification 2, mais la réponse n'était pas claire. b) On peut lire : « Le soumissionnaire doit présenter les sections suivantes de sa soumission en un (1) document PDF : » Le Canada peut-il confirmer qu'il faut présenter la soumission technique en un seul PDF, les attestations en un seul PDF, la soumission financière en un seul PDF et les renseignements supplémentaires en un seul PDF, soit un total de quatre (4) documents PDF distincts?	Oui. L'offre doit être regroupée par section et séparée comme suit; <ul style="list-style-type: none">• Section I : Soumission technique• Section II : Soumission financière• Section III : Attestations• Section IV : Renseignements supplémentaires.

En référence à la question n°124 du tableau ci-dessus:

Le contenu JSON suivant est un exemple de rapport public saisi sur le site Web de signalement public du Système national de signalement public d'incidents de cybercriminalité et de fraudes (SNSCF).

Ce contenu peut être modifié.

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xL.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
{
  "_id" : ObjectId("99c2769d849b93c7ec9865b1"),
  "sessionId" : "JSESSION-n2abcd3yeyx",
  "language" : "en",
  "prodVersion" : "1.14.0",
  "appVersion" : "2735b7f",
  "consent" : {
    "consentOptions" : [
      "privacyConsentInfoForm.yes"
    ]
  },
  "anonymous" : {
    "anonymousOptions" : [
      "anonymousPage.no"
    ]
  },
  "whoAreYouReportFor" : {
    "whoYouReportFor" : "whoAreYouReportForPage.options.someone",
    "someoneDescription" : "My sister",
    "businessDescription" : ""
  },
  "howdiditstart" : {
    "howDidTheyReachYou" : [
      "howDidTheyReachYou.email",
      "howDidTheyReachYou.phone",
      "howDidTheyReachYou.online",
      "howDidTheyReachYou.app"
    ]
  }
}
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xI.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"howDidTheyReachYou.others"
],
"email": "suspect@gmail.com",
"phone": "1-555-345-7900",
"online": "www.suspect.com",
"application": "whatsApp",
"others": "an advertisement"
},
"whenDidItHappen": {
  "incidentFrequency": "once",
  "startDate": "",
  "endDate": "",
  "happenedOnceDate": "2021-05-30",
  "description": ""
},
"whatWasAffected": {
  "affectedOptions": [
    "whatWasAffectedForm.financial",
    "whatWasAffectedForm.personalInformation",
    "whatWasAffectedForm.devices",
    "whatWasAffectedForm.business_assets",
    "whatWasAffectedForm.other"
  ]
},
"moneyLost": {
  "paymentDetails": [
    {
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xL.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"paymentMethod" : "eTransfer",
"useDescription" : "false",
"transactionDate" : "2021-05-30",
"requestedAmount" : "200",
"paymentAmount" : "200",
"currency" : "currency.USD",
"currencyOtherDescription" : "",
"institution" : "Some Bank",
"email" : "john@example.com",
"referenceNumber" : "AS12345",
"file" : {
  "name" : "crime.jpg",
  "hash" : "8373e59e92f1a54f41b3191b088ecc1c92a1bd7d"
},
"description" : ""

},
{
  "paymentMethod" : "cryptocurrency",
  "useDescription" : "false",
  "transactionDate" : "2021-05-30",
  "requestedAmount" : "1500",
  "paymentAmount" : "1500",
  "currency" : "currency.CAD",
  "currencyOtherDescription" : "",
  "cryptoOther" : "",
  "transactionTime" : "5:45:00 EST",
  "transactionId" : "123455",
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xI.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"cryptoType": "cryptocurrency.BTC",
"address": "123Happy",
"file": {
  "name": "gun.jpg",
  "hash": "2357b575dcdaa2691e688f856cd94e1f361222c0"
},
"description": ""
}

]

},
"personalInformation": {
  "typeOfInfoReq": [
    "typeOfInfoReq.creditCard",
    "typeOfInfoReq.dob",
    "typeOfInfoReq.homeAddress",
    "typeOfInfoReq.sin",
    "typeOfInfoReq.other"
  ],
  "typeOfInfoObtained": [
    "typeOfInfoObtained.creditCard",
    "typeOfInfoObtained.dob",
    "typeOfInfoObtained.homeAddress",
    "typeOfInfoObtained.sin",
    "typeOfInfoObtained.other"
  ],
  "infoReqOther": "driver lince",
  "infoObtainedOther": "DRIVER LICENSE"
```

```
    },  
    "devicesInfo" : {  
      "device" : "iphone 7",  
      "account" : "facebook"  
    },  
    "businessInfo" : {  
      "nameOfBusiness" : "need pizza",  
      "industry" : "businessPage.accommodation",  
      "industryOtherType" : "",  
      "role" : "employee",  
      "numberOfEmployee" : "numberOfEmployee.1To99"  
    },  
    "whatHappened" : {  
      "whatHappened" : "Hurricane Fay was the first of two hurricanes to make landfall on Bermuda in October 2014. The fifth hurricane  
of the 2014 Atlantic hurricane season, it was Bermuda's first landfalling hurricane since Emily in 1987. Fay briefly achieved Category 1 hurricane  
status while making landfall on Bermuda early on October 12, and despite its modest strength, produced extensive damage. Winds gusting over  
100 mph (160 km/h) clogged roadways with downed trees and utility poles, and left a majority of the island's electric customers without power."  
    },  
    "suspectClues" : {  
      "suspectClues1" : "Peter piper, employee of Revenue canada",  
      "suspectClues2" : "123 Thunderbay",  
      "suspectClues3" : "It happened at lunch on May 30"  
    },  
    "evidence" : {  
      "files" : [  
        {  
          "name" : "March_2020.pdf",  
          "type" : "application/pdf",
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Réf. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xL.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"size" : 2110876,
"fileDescription" : "Evidence file",
"path" : "/home/node/JSESSION-n2wxkn3yeyx/upload_e501338ab4f3b4b49da29fb9798a058e.pdf",
"sha1" : "db37b920ba3a1c74bad141fca2faab03ca676fd3",
"malwareScanDetail" : "stream: OK\u0000",
"malwareIsClean" : true,
"adultClassificationScore" : "Could not scan - not a supported file type",
"sasUrl" :
"https://mpdcdscybercrimeblob.blob.core.windows.net/hcfrsfy2sgdkr5f/db37b920ba3a1c74bad141fca2faab03ca676fd3.pdf.p7m?sv=2020-06-12&spr=https&st=2021-06-10T20%3A31%3A24Z&se=2021-06-15T20%3A31%3A24Z&sip=000.000.000-255.255.255&sr=c&sp=r&sig=6O92HYPM1JvJ8nxmCwR8ILBxadFo5D7AaXyzUbZjyGo%3D"
    },
    "fileDescriptions" : [
        "Evidence file"
    ]
},
"location" : {
    "reporterCountry" : "country.CA",
    "reporterStreetAddress" : "12345 maubourk ave",
    "reporterUnit" : "12",
    "reporterPobox" : "QW1234",
    "reporterCity" : "Montreal",
    "reporterProvince" : "province.ON",
    "reporterInternationalProvince" : "",
    "reporterPostalCode" : "H1M 8P8",
    "victimCountry" : "",
    "victimStreetAddress" : ""
}
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xL.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"victimUnit" : "",
"victimPobox" : "",
"victimCity" : "",
"victimProvince" : "",
"victimInternationalProvince" : "",
"victimPostalCode" : "",
"isSameAddress" : [
    "isSameAddress.yes"
],
"city" : "",
"province" : "",
},
"contactInfo" : {
    "fullName" : "John Doe",
    "email" : "john.doe@example.com",
    "confirmEmail" : "john.doe@example.com",
    "phone" : "(123) 456-7890",
    "extension" : "123"
},
"tellUsAboutYourself" : {
    "yourGender" : "TellUsAboutYourselfPage.options.female",
    "genderOtherDescription" : "",
    "ageRange" : "TellUsAboutYourselfPage.fiftyToFiftynine",
    "indigenous" : "TellUsAboutYourselfPage.indigenous.notIndigenous",
    "perferLanguage" : "TellUsAboutYourselfPage.perferLanguage.english",
    "otherLanguageDescription" : "",
    "ethnicityGroup" : "quebecoise",
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
M7594-205915/D
Client Ref. No. - N° de réf. du client
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.
012
File No. - N° du dossier
155xL.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur
164XL
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
"ethnicityNotAnswerOptions" : [],
"identifyWith" : [
  "TellUsAboutYourselfPage.identifyWith.newcomer",
  "TellUsAboutYourselfPage.identifyWith.disability",
  "TellUsAboutYourselfPage.identifyWith.rural",
  "TellUsAboutYourselfPage.identifyWith.LGBTQ2S",
  "TellUsAboutYourselfPage.identifyWith.other"
],
"identifyWithOtherDescription" : "Describe what happened, or what you saw Include things such as: How and When were you
contacted (via phone, email, etc.). What they asked for (money, personal information, etc.). Who they claimed to be (government agency,
financial institution, etc.). You can also include details like URLs, phone numbers, or email addresses you were contacted from."
},
"fyiForm" : "",
"confirmation" : {
  "email" : "john.doe@example.com ",
  "cell" : "161 34049940",
  "confirmByEmail" : "true",
  "confirmByCell" : "true"
},
"reportId" : "NCFRS-qfy2abcd5f",
"selfHarmWords" : [],
"submissionDate" : "10/06/2021",
"submissionTime" : "2021-06-10 16:31 UTC-4"
}
```

TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.